



[Afrique](#)

Réservez au meilleur prix pour Noël jusqu'à -70% sur vos vols
www.ebookers.ch

[Visa benin mali togo](#)

Obtenez votre visa pour l'Afrique To formalités consulaires
www.homevisas.com

Annonces Google

La célébration de la Journée mondiale de la santé

United States Department of State (Washington, DC)

ACTUALITÉS

7 Avril 2006

Publié sur le web le 10 Avril 2006

By Cheryl Pellerin
Washington, DC

Le nouveau rapport de l'OMS fait état d'une pénurie de médecins et d'infirmières dans 57 pays.

La pénurie chronique d'agents sanitaires constitue un grand problème dans le monde, indique le nouveau rapport que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de diffuser le 7 avril, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé.

Intitulé « Travaillons ensemble pour la santé », le rapport de 2006 sur la santé dans le monde pour 2006 définit le personnel sanitaire comme toutes les personnes dont l'action est destinée principalement à améliorer la santé. Cette définition comprend ceux qui encouragent et maintiennent la santé, ceux qui diagnostiquent et traitent les maladies et ceux qui font fonctionner le système de santé sans fournir directement des prestations sanitaires.

Chaque année, le rapport sur la santé dans le monde porte sur un aspect de la santé mondiale et comprend des statistiques relatives à tous les pays en vue de donner à ces pays, aux organismes d'aide, aux organisations internationales, entre autres, les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions et pour financer leur mise en œuvre.

Les effectifs dans le secteur de la santé

En cette première décennie du XXI^e siècle, d'immenses progrès en matière de bien-être coexistent, selon le rapport, avec une pénurie extrême.

L'OMS estime que le nombre des agents sanitaires rémunérés à plein temps s'élève à 59,2 millions de personnes. Les prestataires de soins représentent les deux tiers des effectifs, les gestionnaires et le personnel auxiliaire le tiers restant.

Cinquante-sept pays, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est, manquent de médecins, d'infirmières et de sages-femmes, et l'OMS estime ce manque à 2,4 millions de personnes.

Il s'ensuit que des dispensaires sont vides de personnel, des hôpitaux ne parviennent pas à recruter des membres essentiels du personnel ni à les garder et que les malades ne peuvent pas se faire soigner.

Par ailleurs, la pandémie de sida impose une charge de travail immense et fait courir des risques énormes au personnel médical dans le monde entier.

Selon le rapport, le continent américain, dont la part de la charge mondiale des maladies est de 10 %, compte 37 % des agents sanitaires du monde, et ses dépenses médicales représentent plus de 50 % des dépenses de santé du monde entier.

En revanche, l'Afrique, dont la part de la charge mondiale des maladies est de 24 %, ne compte que 3 % des agents sanitaires du monde et ses dépenses médicales ne représentent que 1 % des dépenses de santé du monde entier. L'exode des professionnels de la santé dans d'autres continents alors que les besoins du continent sont si immenses place l'Afrique au cœur de la crise mondiale des effectifs dans le secteur de la santé.

La crise touche les pays riches et pauvres

Selon le rapport de l'OMS, la demande de prestataires de soins médicaux va augmenter fortement dans tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres. Dans les pays riches, l'augmentation du nombre de personnes âgées va causer une modification des besoins : les maladies chroniques et dégénératives qui exigent des soins importants vont devenir plus fréquentes.

Les progrès techniques et la croissance des revenus vont aussi exiger des effectifs plus spécialisés, tandis que le besoin de soins de base augmentera du fait que les familles seront moins en mesure de s'occuper de personnes âgées ou qu'elles seront moins disposées à le faire.

Si les pays riches ne forment pas plus d'agents sanitaires, le manque croissant de personnel attirera sur leur territoire encore plus d'agents sanitaires en provenance de pays pauvres. Dans ces derniers pays, 1 milliard d'adolescents vont se joindre à une population d'âge croissant pour former une population de plus en plus citadine.

De nombreux pays pauvres ont aussi à faire face à des maladies infectieuses et à l'apparition rapide de maladies chroniques que la pandémie de sida rend plus complexes.

Suivant le rapport, les maladies chroniques - notamment les maladies cardiovasculaires et métaboliques, les cancers, les blessures, les troubles neurologiques et psychologiques - constituent une charge importante pour les pays riches et pauvres, tout comme le sont les épidémies, les catastrophes naturelles et les conflits.

L'ampleur de la réaction à ces maladies et à ces phénomènes dépend de l'état de préparation des effectifs fondé sur les capacités locales avec l'appui en temps opportun de la communauté internationale.

Les stratégies

« La solution n'est pas simple, et il n'y pas d'accord sur la marche à suivre », a déclaré le directeur général de l'OMS, le docteur Lee Jong-wook.

Le rapport donne cependant un aperçu d'une méthode relative à la durée de la vie professionnelle des effectifs. Il propose les 3 points suivants en matière de prise de décision :

- l'entrée : la préparation des effectifs au moyen d'investissements stratégiques dans l'enseignement, ainsi que des méthodes efficaces et éthiques de recrutement,
- les effectifs : l'amélioration de la productivité du personnel grâce à une meilleure gestion du personnel dans les secteurs public et privé,
- la sortie : la gestion des migrations et des départs en vue de réduire la perte excessive de ressources humaines.

Les stratégies, indique le rapport, devraient porter sur la réduction du gaspillage et sur l'amélioration des résultats grâce à l'augmentation de la rémunération, à des incitations au travail, à la mise en place de conditions de travail meilleures et à la mobilisation des efforts du personnel. Elles devraient également anticiper l'avenir en incitant les organismes intéressés à élaborer des plans stratégiques nationaux qui prévoient les tendances futures, ainsi que faciliter l'acquisition des capacités essentielles en renforçant les institutions fondamentales pour un bon développement des effectifs.

La coopération mondiale

L'initiative au niveau national doit s'accompagner d'une coopération au niveau international afin d'élaborer une norme servant à mesurer et à évaluer les effectifs du secteur de la santé, de conclure des accords de coopération visant à se doter de moyens internationaux pour faire face à des situations d'urgence d'échelle mondiale telles que la grippe aviaire, ainsi que de susciter une réaction urgente, durable et coordonnée de la part de la communauté internationale.

Aux États-Unis, le ministre de la santé et des services sociaux, M. Michael Leavitt, a déclaré : « Je félicite les hommes et les femmes dévoués et travailleurs qui sauvent des vies tous les jours et qui encouragent d'autres personnes à choisir leur profession et à assumer la tâche satisfaisante d'améliorer l'état de santé de la population mondiale. »

Dans le cadre de mesures telles que le plan d'aide d'urgence du président Bush à la lutte contre le sida dans le monde et le partenariat international relatif à la grippe aviaire, les États-Unis s'emploient à faire face à ces problèmes.

Le département d'État a félicité l'Organisation mondiale de la santé pour son rapport sur les effectifs du secteur de la santé et approuvé son objectif de les accroître à travers le monde.

Les États, recommande le rapport, doivent prendre de façon urgente des mesures au niveau national et les appliquer au moins pendant dix ans, de 2006 à 2015. Au cours des quelques prochaines années, les pays jouant un rôle de premier plan devraient adopter des plans nationaux afin d'appliquer des stratégies efficaces, d'accroître les investissements, de réduire le gaspillage et de renforcer les établissements d'enseignement.

Plus de la moitié de tous les pays devraient avoir en 2010 des plans nationaux prévoyant une politique et des méthodes de gestion judicieuses en la matière. La communauté internationale doit aussi prévoir des moyens de financement durables pour aider les pays bénéficiaires au cours des dix prochaines années à accroître leurs effectifs dans le secteur de la santé.